Avenant n° 2

Convention de fonds de concours 2021-2022 entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du territoire métropolitain

Entre

Le Département des Bouches-du-Rhône, représenté par sa présidente Madame Martine VASSAL, autorisée à signer le présent avenant par délibération n°20 de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 24/07/2020,

Ci-après désigné le Département,

et

La Métropole-Aix-Marseille-Provence, représentée par son vice-président délégué à l'emploi, à la cohésion sociale et territoriale, à l'insertion, aux relations avec le GPMM, autorisé à signer le présent avenant par délibération du Bureau de la Métropole, en date du,

Ci-après désignée la Métropole,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le règlement n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

Vu le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) ;

Vu la circulaire du premier ministre du 6 mai 2020 présentant les mesures d'adaptation des subventions publiques aux associations et la possibilité de reconnaissance de situation de cas de force majeure par les autorités administratives ayant attribué la subvention,

Vu le plan de soutien au secteur associatif, adopté par la délibération n°20 du 24 juillet 2020 ;

Vu la délibération n° 23 du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône en date du 24 juillet 2020, relative à l'adoption du programme départemental d'insertion pour les années 2020-2022 ;

Vu la convention initiale entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la mise en œuvre des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) du territoire métropolitain signée le 6 juin 2018 ;

Vu la délibération du Conseil de Métropole n° du décidant d'établir un avenant à la convention initiale ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : modification du préambule

Le paragraphe suivant est ajouté : « la crise sanitaire issue du COVID 19 a eu impact majeur sur la mise en œuvre des actions d'insertion pour les bénéficiaires du RSA ; celle-ci a conduit, pendant la période de confinement, à une poursuite totale ou partielle des activités mais avec des modalités différentes (entretiens téléphoniques notamment) ou à un arrêt des activités (pour les actions collectives notamment). Par ailleurs, la reprise de l'activité dans le respect des règles sanitaires a imposé de nouveaux coûts non prévus tel l'achat de masques et de matériel de protection ainsi que le nettoyage et la désinfection des locaux.

Dans le respect de la circulaire du premier ministre du 6 mai 2020 et des dispositions prises par la collectivité le 24 juillet 2020, des mesures spécifiques pour neutraliser l'impact de la crise sanitaire sont prévues. Ces mesures font l'objet du présent avenant ».

ARTICLE 2 : modification de l'article 1 « objet de la convention »

Les nouveaux objectifs quantitatifs s'appliquant à l'année 2020 pour chacun des 6 PLIE sont les suivants :

Le paragraphe suivant est ajouté : « Les modalités de mise en œuvre des actions ont été modifiées pendant la période de crise sanitaire. »

Le reste de l'article est inchangé.

PLIE	Nb de personnes à accompagner sur la durée du protocole	Nb de personnes à accompagner par an (reprises de file active + nouvelles intégrations)	Objectif année 2020 (reprise de file active + nouvelles intégrations sur 8 mois et non 12)	Dont BRSA 60%
PLIE Marseille-Provence-Est	1 375	450	375	225
PLIE Marseille-Provence-Centre	6 140	2 200	1 840	1 104
PLIE Marseille-Provence-Ouest	1 500	540	460	276
PLIE du Pays d'Aix	5 700	1 500	1 270	762
PLIE du Pays de Martigues	1 250	450	383	230
PLIE Istres – Ouest Provence	3 150	1 110	935	561
TOTAL	19 115	6250	5263	3 158

ARTICLE 3 : modification de l'article 2 « montant et conditions d'affectation de la participation du Département »

Le montant du financement accordé est inchangé.

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe relatif au paiement du solde : « concernant le paiement du solde, est introduite une déduction des aides perçues au titre du chômage partiel (annexe 1) par les organismes pour la réalisation de l'action, ainsi que la possibilité de prendre en charge, dans la limite du montant de la subvention, des frais liés au

surcoût de l'achat de matériel de protection et de nettoyage des locaux (annexe 2). Ces attestations seront à fournir avec la facture de solde. »

Le reste de l'article est inchangé.

Les autres articles sont inchangés.

Date :

Signatures :

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence
Le Vice-Président Délégué à l'Emploi, à la
Cohésion sociale et territoriale, à l'Insertion,
aux relations avec le GPMM

Pour le Département
La déléguée à l'insertion professionnelle

Monsieur Martial ALVAREZ

Madame Danièle BRUNET

**ANNEXE 1 - ATTESTATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AU RECOURS
AU CHOMAGE PARTIEL PENDANT LA PERIODE DE CRISE SANITAIRE**

A compléter par tous les organismes

Nom de l'organisme :

N° de la convention :

Intitulé de l'action :

Dates de l'action :

RECOURS AU CHOMAGE PARTIEL : OUI ou NON

Si oui, le tableau ci-dessous est à compléter,

Tableau reprenant le personnel mobilisé sur l'action et le chômage partiel perçu pendant la période de crise sanitaire correspondant à la période de la convention :

Salarié intervenant sur l'action	Temps d'intervention au sein de la structure	Temps d'intervention dans l'action	Montant chômage partiel perçu	Montant chômage partiel correspondant au temps sur l'action
TOTAL				= X Montant à déduire de la demande de solde*

Date :

Nom et signature :